

**Association Femmes & Enfants**  
[www.afecamer.org](http://www.afecamer.org)  
[afemmesenfants@yahoo.fr](mailto:afemmesenfants@yahoo.fr)



# RAPPORT D'ACTIVITES 2025



[www.afecamer.org](http://www.afecamer.org)    [infos@afecamer.org](mailto:infos@afecamer.org)    (+237) 674 38 48 26  
Association Femmes et Enfants



Présenté par la Présidente Exécutive  
Mme Pauline MATCHIM





Depuis la création de l'Association Femmes et Enfants en 1996, l'une des fondatrices est aujourd'hui Présidente Exécutive. Pauline MATCHIM, juriste et formatrice d'adultes, incarne un leadership engagé et constant en faveur des droits des femmes, des filles et des enfants. Animée par une profonde conviction féministe, elle a consacré près de trois décennies à la vulgarisation des textes juridiques nationaux et internationaux relatifs aux droits des femmes et des enfants,

convaincue que la connaissance du droit est une arme essentielle contre les injustices et les inégalités structurelles.

Pour elle, l'accès à l'information juridique est un levier d'autonomisation et de transformation sociale.

Militante engagée de la Génération Egalité, elle a co-organisé et co-animé du 23 au 30 septembre 2020, une formation virtuelle de plaidoyer féministe suivie d'un dialogue communautaire sur l'égalité intergénérationnelle. Cette initiative a contribué à renforcer les capacités des femmes et des jeunes leaders à porter des revendications structurées et stratégiques en matière d'égalité de sexes.

Dans un contexte où les résistances patriarcales demeurent fortes, elle défend la sororité comme valeur politique stratégique, essentielle à la consolidation d'un mouvement féministe inclusif et solidaire.

Forte de 29 années d'expérience dans le militantisme et plaidoyer en matière de Droits en Santé Sexuelle et Reproductive, (DSSR), elle accompagne également les survivantes de Violences Basées sur le Genre (VBG) dans leur processus de résilience, en combinant une approche juridique, psychosociale et communautaire.

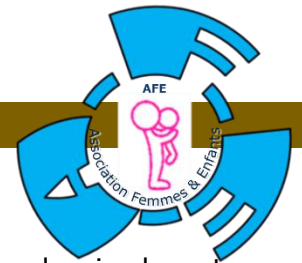
Son engagement s'inscrit dans une vision claire : transformer les normes sociales, renforcer le pouvoir d'agir des femmes et faire progresser concrètement l'égalité des droits.

Avant-Propos .....	1
Acronymes .....	3
Mot de la Présidente Exécutive .....	5
Résumé.....	6
Présentation Association Femmes et Enfants .....	7
2025 EN UN COUP D'ŒIL .....	8
IMPACT THÉMATIQUE .....	10
THÈME 1 : Renforcer le leadership et les capacités des jeunes .....	10
THÈME 2 : Moments stratégiques de plaidoyer .....	11
THÈME 3 : Engagement des femmes et des groupes vulnérables .....	12
THÈME 4 : Sensibilisation communautaire et campagne de masse .....	13
RÉFLEXION SUR L'IMPACT .....	14
RELATION AVEC LES INSTITUTIONS .....	15
1- PARTENAIRES LOCAUX .....	15
1.1- MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE .....	15
1.2- MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'ÉDUCATION CIVIQUE .....	15
1.3- Le REJEFEMAC .....	15
1.4- ASEFEJE (Association pour l'Epanouissement de la Jeune Femme).....	15
1.5- SYNERGIES AFRICAINES .....	15
1.6- ANASCAM (ASSOCIATION NATIONALE DES HANDICAPES SOLIDAIRES DU CAMEROUN) .....	16
1.7- BUNEC.....	16
1.8- Projet les pépites du Cameroun.....	16
1.9- ANAJEHCAM (Association National des Jeunes Handicapés du Cameroun).....	17
2- PARTENAIRES FINANCIERS ET/OU INTERNATIONAUX .....	17
2.1- Partenaire financier: GLOBAL FUND FOR WOMEN.....	17
2.2- URGENT ACTION FUND AFRICA .....	17
2.3- SEARCH FOR COMMON GROUND .....	17
2.4- MOVIMENTO SVILUPPO E PACE .....	18
APERCUS DES SEMINAIRES ET WEBINAIRES .....	19
DIFFICULTES RENCONTREES .....	22
1. LES CONSTATS ET NOUVEAUX DEFIS .....	22
2. DEFIS LIES AU TRAVAIL D'AFE.....	25
3. MISE EN RELIEF DES PERSPECTIVES .....	25
APPENDICES .....	26
ANNEXE 1 : 2025 EN UN COUP D'ŒIL .....	26
ANNEXE 2 : ACTIVITÉS DÉTAILLÉES DE FORMATION ET DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS .....	26
ANNEXE 3 : MOMENTS DE PLAIDOYER STRATÉGIQUE .....	27
ANNEXE 4 : ENGAGEMENTS AUPRÈS DES GROUPES VULNÉRABLES .....	27
ANNEXE 5 : CAMPAGNES DE SENSIBILISATION DE MASSE.....	28
FOIRE AUX PHOTOS.....	29

<b>AFE</b>	: Association Femmes et Enfants
<b>AFHE</b>	: Association Femmes Handicapées pour l'Entrepreneuriat
<b>AGR</b>	: Activités Génératrices de Revenus
<b>ANAJEHCAM</b>	: Association Nationale des Jeunes Handicapés du Cameroun
<b>APROJED</b>	: Association pour la promotion et l'Education des Jeunes Déshérités
<b>ASEJEFE</b>	: Association pour l'Epanouissement de la Jeune Femme
<b>BUNEC</b>	: Bureau National de l'Etat-Civil
<b>COFEPRE</b>	: Collectif des femmes Pour l'Environnement et les enfants
<b>CORDAID</b>	: Organisation Néerlandaise
<b>CSU</b>	: Couverture Santé Universelle
<b>CS4ME</b>	: Civil Society For Malaria Elimination
<b>DAJEC</b>	: Délégation D'Arrondissement de La Jeunesse Et Education Civique
<b>DAPROFF</b>	: Délégation D'Arrondissement de la Promotion de la Femme et de la Famille
<b>DSSR</b>	: Droit Sexuel et Santé de la Reproduction
<b>ECAM4</b>	: Quatrième Enquête Camerounaise auprès des Ménages
<b>EESI2</b>	: Deuxième Enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel au Cameroun
<b>EMAPUR</b>	: Equipe Mobile d'Animation Populaire Urbaine et Rurale
<b>ERE</b>	: Elles Rayonnent Ensemble
<b>FGE</b>	: Forum Génération Egalité
<b>GBVIMS</b>	: Gender Based Violence Information Management System
<b>GFW</b>	: Global Fund for Women
<b>GIZ</b>	: Agence Allemande de Coopération Internationale
<b>GPD</b>	: Genre, Paix et Développement
<b>HCR</b>	: Haut-commissariat pour les Réfugiés
<b>IAS</b>	: International AIDS Society
<b>IFFD</b>	: Institut de la Francophonie pour le Développement Durable
<b>IPES</b>	: Institut Privé d'Enseignement Supérieur
<b>IST</b>	: Infection Sexuellement Transmissible
<b>JACSM</b>	: <b>Jeunesse Art Culture Sport</b>
<b>JIF</b>	: Journée Internationale des droits de la femme
<b>JIFI</b>	: Journée Internationale de la fille

<b>JMFR</b>	: Journée Mondiale de la Femme rurale
<b>MGF</b>	: Mutilations génitales féminines
<b>MINAS</b>	: Ministère Des Affaires Sociales
<b>MINJEC</b>	: Ministère de la Jeunesse et Education Civique
<b>MINPROFF</b>	: Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille
<b>MINSAN</b>	: Ministère de la Santé
<b>MSP</b>	: Movimento Svilippo E Pace
<b>MoLo</b>	: Mother's Love
<b>ODD</b>	: Objectifs De Développement Durable
<b>OIM</b>	: Organisation Internationale pour les Migrations
<b>OSC</b>	: Organisation de la Société Civile
<b>PBA</b>	: Peace Bus Association
<b>PDI</b>	: Personnes Déplacées Internes
<b>PEAS</b>	: Protection contre l'exploitation et les abus sexuels
<b>PROMO2DEF</b>	: Association pour la Promotion de l'Economie et du Développement Durable de l'entreprenariat féminin
<b>RAFAMA</b>	: Réseaux des Associations Féminines de l'Arrondissement de Manjo
<b>REJEFEMAC</b>	: Réseau des jeunes féministes de l'Afrique Centrale
<b>SFCG</b>	: Search For Common Ground
<b>SFF</b>	: South Feministe Future
<b>UAF-Africa</b>	: Urgent-Action Fund-Africa
<b>UNESCO</b>	: Organisation des Nations Unies Pour l'Education, la Science et la Culture
<b>UNFPA</b>	: Fonds des Nations Unies pour la Population
<b>VBG</b>	: Violence Basée Sur Le Genre
<b>VIH/SIDA</b>	: Virus de l'immunodéficience Humaine / Syndrome d'Immuno déficience acquise
<b>WANET</b>	: Women Advocacy Network
<b>WCIC</b>	: Women's Counselling and Information Centre.
<b>WL</b>	: Wake up Ladies
<b>WP</b>	: Word Pulse
<b>WPS-HA</b>	: Women, Peace, Security and Humanitarian Action.





L'année 2025 marque une étape importante dans la vie de notre organisation, ASSOCIATION FEMMES ET ENFANTS. Elle a été une année de consolidation, d'innovation et de renforcement de notre engagement en faveur des droits des femmes et des filles au Cameroun.

Nous avons achevé avec succès la formation de notre cohorte d'Ambassadrices à la santé de la reproduction dans les villes de MANJO et EDEA ; elles sont désormais mieux outillées pour porter le plaidoyer, sensibiliser leurs communautés et défendre les droits des femmes et des filles avec compétences et leadership. Cette initiative renforce durablement notre présence territoriale et notre capacité d'action communautaire.

Dans une dynamique de modernisation et de visibilité accrue, nous avons également procédé à la création du site web de l'Association Femmes et Enfants. Cet outil stratégique nous permet de mieux partager nos actions, renforcer notre crédibilité institutionnelle, améliorer la transparence et mobiliser davantage de partenaires et de soutiens.

L'année 2025 a aussi été marquée par la réalisation de la cartographie des féminicides au Cameroun. Ce travail (voir [www.afecamer.org](http://www.afecamer.org)) de documentation et d'analyse constitue une avancée majeure dans la lutte contre les violences basées sur le genre. IL offre des données essentielles pour le plaidoyer, la sensibilisation et l'interpellation des décideurs publics.

Nous saluons également l'arrivée de nouveaux partenaires stratégiques, notamment Search For Common Ground (SFCG) et Movimento Svilippo E Pace (MSP). Ces collaborations renforcent notre capacité d'impact et ouvrent de nouvelles perspectives d'actions concertées.

Enfin, nous avons l'immense fierté d'annoncer que l'année 2026 marquera les 30 ans de l'Association Femmes et Enfants. Trente années de combat, de résilience et d'engagement au service des droits, de la dignité et de la protection des femmes et des enfants. Cet anniversaire sera l'occasion de célébrer le chemin parcouru tout en renouvelant notre détermination pour les défis à venir.

Je tiens à remercier chaleureusement nos partenaires (MINPROFF, MINJEC, Mairie de Manjo, etc...), nos équipes, nos bénévoles, et toutes les communautés qui nous font confiance.

Ensemble, nous poursuivrons notre mission avec conviction et responsabilité.

Pour les enfants ! Pour les Femmes ! Pour la Justice et l'Égalité !

Je vous remercie.

La présidente exécutive

Association Femmes et Enfants.

# Résumé

Depuis près de trois décennies, l'Association Femmes et Enfants (AFE) œuvre avec détermination pour la défense et la promotion des droits des femmes, des filles et des enfants.

A travers l'éducation continue en matière de Droits en Santé Sexuelle et Reproductive (DSSR) et la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG), notre organisation demeure profondément engagée dans ces combats essentiels. Plus que jamais, nous poursuivons notre action avec consistance, en contribuant activement à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable. (ODD)

Une part importante de notre intervention est consacrée à la protection des droits des enfants contre toutes les formes de violences, d'abus et de situations susceptibles de compromettre leur santé, leur développement harmonieux et leur bien-être.

AFE s'inscrit dans la définition de la protection de l'enfance telle que formulée par l'UNICEF, à savoir : « prévenir et répondre à la violence, à l'exploitation et aux abus envers les enfants ». A ce titre, notre action couvre la prévention et la réponse aux abus physiques, sexuels, émotionnels et psychologiques ; à l'exploitation sexuelle commerciale, à la traite des enfants ; au travail des enfants ; aux violences en milieu familial, scolaire et communautaire ; ainsi qu'aux pratiques traditionnelles néfastes telles que les mutilations génitales féminines, (excision/infibulation), le repassage des seins et le mariage des enfants.

Les Objectifs de Développement Durable constituent une boussole transversale qui guide l'ensemble de nos interventions. Chaque activité mise en œuvre s'inscrit dans une logique de contribution aux ODD, notamment :

- *ODD 1 (1.3 et 1c) : lutte contre l'extrême pauvreté et renforcement des mécanismes de protection sociale ;*
- *ODD 2 (2.c) amélioration de l'accès aux denrées alimentaires et au fonctionnement des marchés ;*
- *ODD3 (3.2, 3.3, 3.4, 3.5, 3.6) : promotion de la santé et du bien-être ;*
- *ODD4 (4.1, 4.2, 4.3 et 4.7) : accès inclusif à une éducation de qualité ;*
- *ODD 5 (5.1 à 5.6, et 5b) : promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et filles ;*
- *ODD 6 (6.1 et 6.2) : accès à l'eau potable et à l'assainissement ;*
- *ODD 7 (7b) : accès aux énergies modernes ;*
- *ODD 8 (8.3) : promotion de l'entrepreneuriat formel ;*
- *ODD9 (9.3 et 9.5) : accès au crédit et réduction des inégalités numériques entre filles et les garçons ;*
- *ODD 10 (10.1) : valorisation du travail des femmes rurales et promotion des ventes groupées ;*
- *ODD 13 (13.3) : adaptation des femmes rurales aux pratiques agricoles résilientes face aux changements climatiques ;*
- *ODD 16 (16.2 et 16.3) : protection des enfants contre les abus et lutte contre l'impunité des auteurs de violences sexuelles.*

Le chemin reste exigeant, mais notre conviction demeure intacte : par des actions constantes, des partenariats solides et des engagements progressifs, chaque pas nous rapproche d'une société plus juste, plus équitable et protectrice des droits des femmes et des enfants.

# Présentation Association Femmes et Enfants

Fondée en 1996, l'Association Femmes et Enfants (AFE) est née d'une conviction forte : les droits des femmes et des enfants ne se négocient pas, ils se défendent.

À une époque où parler des droits des femmes et des filles relevait presque de l'audace, nous avons choisi

d'élever la voix. Dans un contexte souvent hostile, nous avons tenu bon. Et près de trois décennies plus tard, notre combat reste intact.

Nous affirmons que les droits à la santé sexuelle et reproductive sont des droits humains fondamentaux. Nous dénonçons les Violences Basées sur le Genre sous toutes leurs formes, y compris les violences gynécologiques et obstétricales encore trop invisibilisées. Nous accompagnons les survivantes dans leur processus de résilience, parce que la dignité ne se restaure pas seule.

Depuis Beijing 1995 jusqu'à la Génération Égalité, en passant par la Résolution 1325, les OMD et aujourd'hui les ODD, les engagements internationaux se multiplient. Pourtant, les femmes du Sud, notamment celles d'Afrique centrale, restent en marge des avancées. L'égalité proclamée ne doit pas être une illusion statistique, mais une réalité vécue.

Au Cameroun, les incompréhensions persistent : l'égalité des droits est encore trop souvent réduite à une question de force physique. Nous travaillons à déconstruire ces mythes, à sensibiliser sans relâche et à transmettre aux jeunes générations l'histoire des luttes féministes, afin qu'elles sachent d'où elles viennent et où elles doivent aller.

Parce que l'enfance est en détresse — et particulièrement la petite fille — nous agissons conformément à la Convention relative aux droits de l'enfant. Nous promovons l'accompagnement psychosocial, l'éducation complète à la sexualité et l'accès à une information fiable, notamment à travers des outils innovants comme l'application HELLO ADO.

Nous croyons qu'aucun changement durable n'est possible sans les familles, sans les communautés, sans une mobilisation collective. Notre engagement est guidé par un principe simple mais puissant : « Personne ne doit être laissée pour compte. »

Organisation féministe et à but non lucratif, AFE travaille avec des partenaires institutionnels, communautaires et internationaux pour faire avancer les droits humains. Mais notre force première reste notre militantisme, notre solidarité et notre foi inébranlable en la justice sociale.

## Notre vision

Un monde où les femmes, les filles et les enfants vivent libres, protégés et pleinement titulaires de leurs droits.

## Notre mission

Informier, protéger, autonomiser et transformer. Car l'autonomisation des femmes est le premier rempart contre les violences.

Depuis 1996, nous résistons.

- Nous plaidons.
- Nous formons.
- Nous accompagnons.

Et tant que l'égalité ne sera pas une réalité tangible, nous continuerons le combat.

## 2025 EN UN COUP D'ŒIL

L'année 2025 a été bien plus qu'une simple année : elle a été marquée par l'action, l'engagement et la transformation. Au-delà des échanges réguliers, nous avons activement renforcé les capacités des jeunes, promu l'égalité des genres et élargi l'accès à l'éducation à la santé et aux droits sexuels et reproductifs dans les écoles et les communautés. Par le renforcement des capacités, la mobilisation communautaire et un plaidoyer stratégique, notre objectif était de protéger les jeunes, et en particulier les jeunes filles. Nous avons fermement adhéré au principe des Nations Unies « Ne laisser personne de côté », car tous les secteurs ont été impliqués et les groupes vulnérables, à tous égards, ont été au cœur de la plupart de nos activités.

# 125 749

### NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES ATTEINT EN 2025

Tous sous-thèmes et régions confondus

## INDICATEURS CLÉS ET BÉNÉFICIAIRES EN UN COUP D'ŒIL

122 892

**BÉNÉFICIAIRES DE LA SENSIBILISATION DE MASSE**

2347

**PARTICIPANTS AUX ÉVÉNEMENTS DE PLAIDOYER**

258

**FORMATION DES JEUNES LEADERS**

252

**BÉNÉFICIAIRES DES GROUPES VULNÉRABLES**

## INSTITUTIONS ENGAGÉES



Écoles : primaires, secondaires, professionnelles et de formation professionnelle

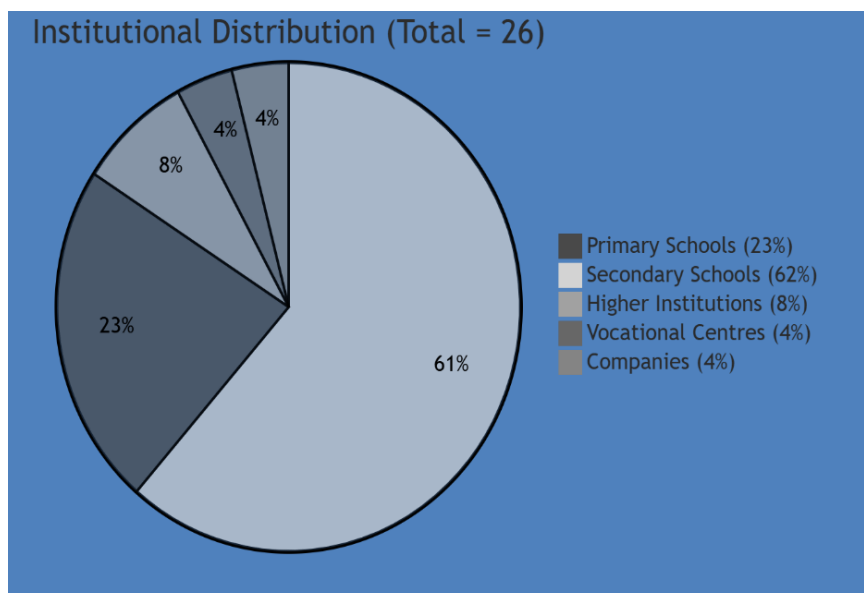


Des groupes communautaires dans 3 Régions



Organisations de la société civile et ONG

Le diagramme circulaire ci-dessous donne un aperçu de la répartition institutionnelle.



*Figure 1 : Répartition des établissements touchés*

La répartition institutionnelle est fortement concentrée dans l'enseignement secondaire, qui représente 62 % (16 établissements) de l'échantillon total. Les écoles primaires représentent 23 % (6 établissements), ce qui porte la part combinée des établissements d'enseignement de base à un pourcentage significatif de 85 %. En revanche, les établissements d'enseignement supérieur ne représentent que 8 %, tandis que les centres de formation professionnelle et les entreprises contribuent chacun à hauteur de 4 %. Cette répartition témoigne d'un fort engagement au niveau secondaire, avec une participation relativement limitée des établissements postsecondaires et des entités du secteur privé.



# IMPACT THÉMATIQUE

## THÈME 1 : Renforcer le leadership et les capacités des jeunes

Objectif : Former les ambassadeurs, les pairs éducateurs et les dirigeants d'associations

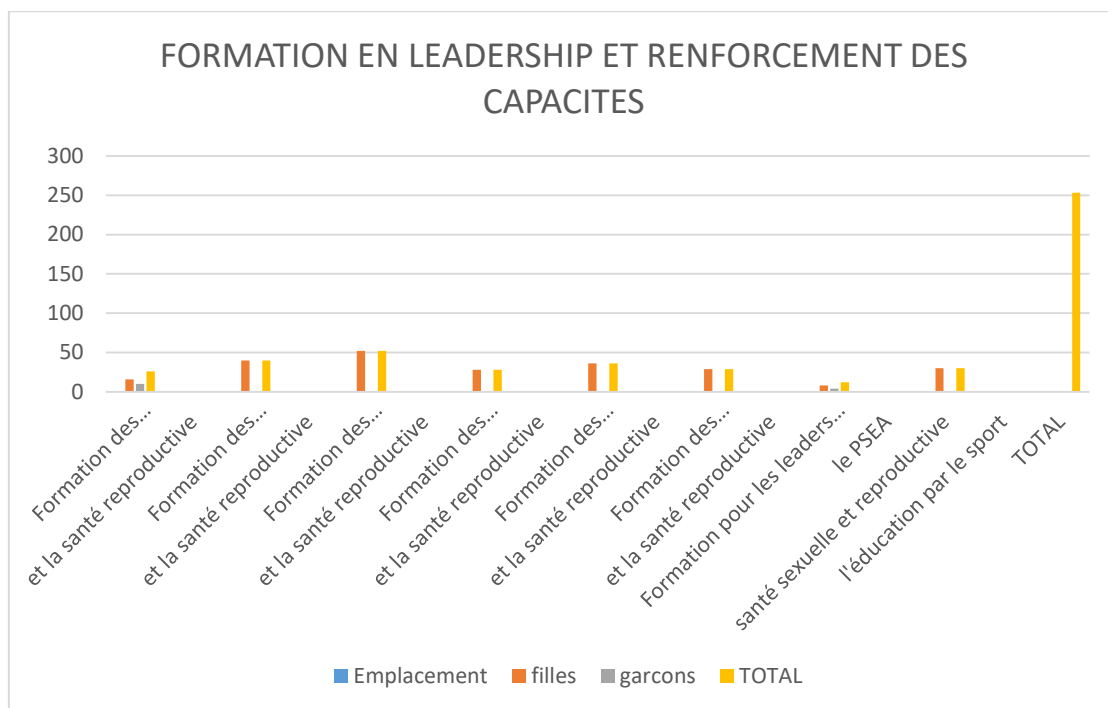


Figure 2 : participants formés comme ambassadeurs de la jeunesse et responsables d'associations dans différentes institutions

Les jeunes ne sont pas seulement des bénéficiaires du travail d'AFE ; ils en sont également les acteurs de première ligne du changement. Des activités de formation ont été menées dans plusieurs lieux afin de renforcer le leadership des jeunes et de développer les compétences des ambassadeurs, des pairs éducateurs et des responsables d'associations. La formation portait principalement sur la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR) et la protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PEAS). Au cours de ces formations, les participants ont reçu : des compétences en matière d'animation et des informations sanitaires précises ; des outils qui leur permettent de poursuivre le travail bien après la fin des séances.

258

Formation de jeunes leaders en tant qu'ambassadeurs, pairs éducateurs et responsables d'associations au sein des institutions en 2025

À l'issue de ces formations, l'impact de cet investissement a largement dépassé le cadre des salles de formation. Nos ambassadeurs formés sont retournés dans leurs établissements en tant que pairs crédibles ; des jeunes qui s'adressent à d'autres jeunes, ce qui, selon les

recherches, est l'un des moyens les plus efficaces de faire évoluer les attitudes et les comportements en matière de santé sexuelle et reproductive. Les retours ont été positifs, tant du côté du personnel que des ambassadeurs et des élèves des écoles concernées. Par exemple, au Lycée Bilingue d'Édéa, avant la formation, les élèves de seconde étaient constamment convoqués au conseil de discipline, mais grâce aux visites régulières des élèves ambassadeurs formés, la situation s'est nettement améliorée. Cette nouvelle génération d'ambassadeurs représente un réseau jeune et dynamique de défenseurs de la cause qui assurera la pérennité du travail d'AFE.

## THÈME 2 : Moments stratégiques de plaidoyer

*Objectif : En s'alignant sur les journées mondiales de plaidoyer, de la Journée internationale des femmes aux 16 jours d'activisme contre les violences sexistes, chaque moment a servi de tribune pour contester les normes néfastes et responsabiliser les communautés.*

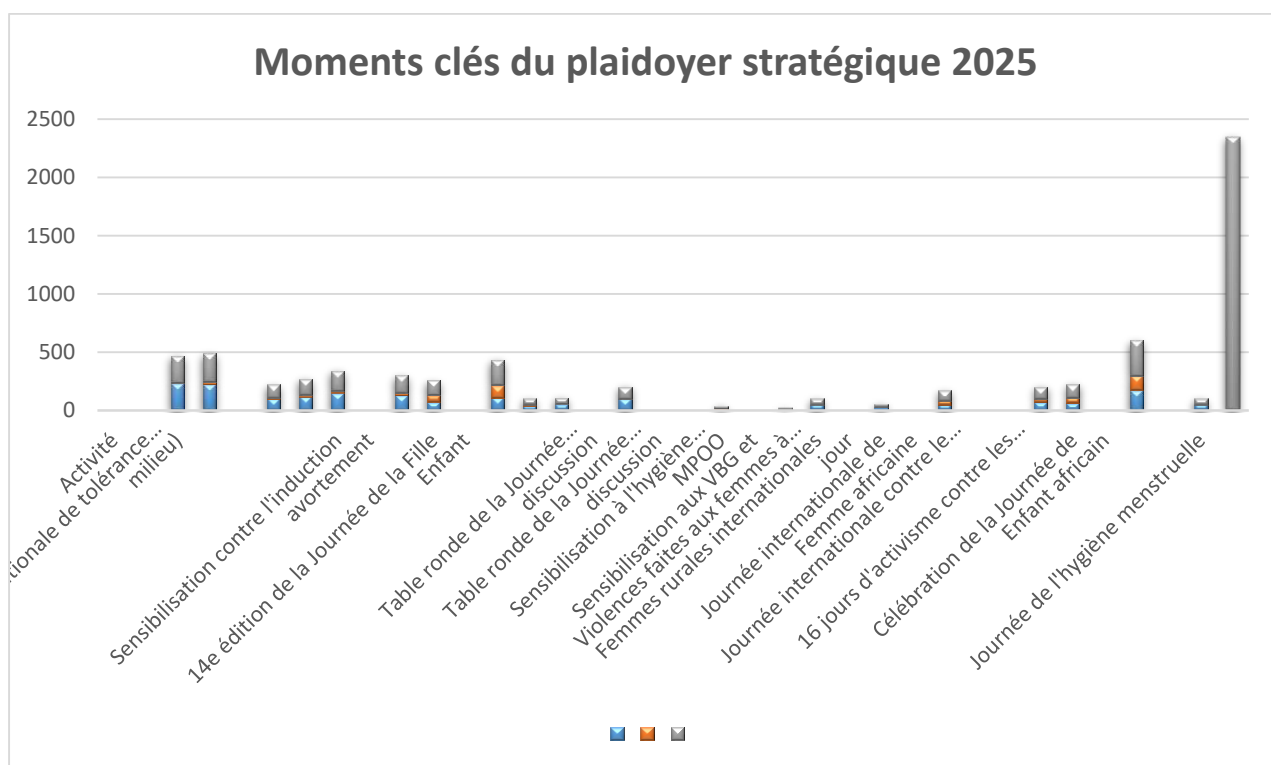


Figure 3 : **Participation aux événements de plaidoyer organisés lors des principales journées internationales de commémoration en 2025**

Tout au long de l'année, AFE a mis à profit les principales journées internationales de sensibilisation, transformant ainsi l'action mondiale en action locale. Plutôt que de considérer ces dates comme de simples cérémonies, AFE a utilisé chacune d'elles comme une plateforme stratégique pour mobiliser les communautés, dénoncer les pratiques néfastes et demander des comptes aux institutions.

Les activités se sont déroulées tout au long de l'année, notamment à l'occasion de la Journée internationale des femmes, de la Journée internationale de tolérance zéro à l'égard des mutilations génitales féminines, de la Journée internationale de la fille, de la Journée de l'hygiène menstruelle, de la Journée internationale contre le paludisme, de la Journée de l'enfant africain et des 16 jours d'activisme contre les violences sexistes. Chaque événement a donné lieu à des tables rondes, des dialogues communautaires, des séances de sensibilisation et des manifestations publiques visant à susciter une participation active et une action collective.

Lors de chacune de ces journées mondiales et à travers différentes séances de travail, les participants sont repartis enrichis, informés et prêts à agir. De même, les participants aux tables rondes ont fait état d'une meilleure connaissance de leurs droits et des structures de soutien disponibles.

2 347

Les participants se sont mobilisés lors d'événements de plaidoyer liés aux principales journées internationales de commémoration en 2025.

### THÈME 3 : Engagement des femmes et des groupes vulnérables

Objectif : Soutenir les populations vulnérables par le biais d'interventions axées sur la sensibilisation, la solidarité et le respect de la dignité.

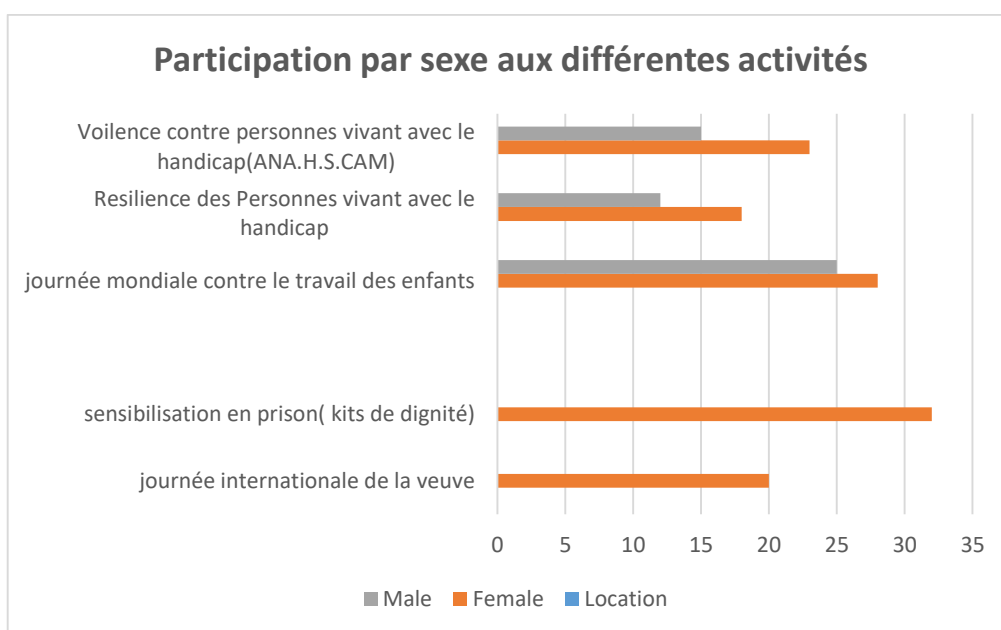


Figure 4 : Participation des populations vulnérables aux activités de l'organisation

L'engagement d'AFE à ne laisser personne de côté s'est manifesté de façon particulièrement visible par ses actions ciblées auprès des populations. En 2025, AFE a étendu son action aux veuves, aux personnes âgées, aux femmes incarcérées issues de la crise postélectorale, aux personnes déplacées internes et aux personnes handicapées, groupes dont la vulnérabilité est aggravée par l'invisibilité.

Pour les femmes incarcérées, la distribution de kits de dignité, accompagnée de séances de sensibilisation, a envoyé un message fort : leurs droits et leur dignité demeurent intacts, quelles que soient leurs circonstances. Un accompagnement psychosocial a permis de créer des espaces sécurisants où ces femmes pouvaient exprimer leurs expériences de violence et d'isolement, alors que beaucoup d'entre elles n'ont qu'un accès limité à tout type de soutien structuré. Le travail de sensibilisation auprès des personnes handicapées, mené en partenariat avec ANAJEHCAM, et ANASHCAM, a contribué à briser le silence autour des violences sexistes et sexuelles qui touchent cette communauté, un sujet qui reste profondément stigmatisé et sous-déclaré.

252

Bénéficiaires appartenant à des groupes vulnérables atteints grâce à des interventions ciblées et axées sur la dignité en 2025

## THÈME 4 : Sensibilisation communautaire et campagne de masse

*Objectif : Sensibilisation communautaire à grande échelle à la prévention du VIH pendant le Mois du sida, par le biais de campagnes en milieu scolaire et autres.*

Activités	Emplacement	Bénéficiaires directs	Bénéficiaires indirects
MOIS DU SIDA	WOURI	26 917	52 600
MOIS DU SIDA	SANAGA MARITIME	6 000	12 000
MOIS DU SIDA	MOUNGO	4 725	9 450
MOIS DU SIDA	NKAM	2 000	4 500
MOIS DU SIDA	LEBIALEM	1 000	2 500
MOIS DU SIDA	BAFOUSSAM	200	1000
<b>TOTAL</b>		<b>40 842</b>	<b>82 050</b>

*Tableau 1 : Les lieux et institutions où se déroulent les activités sont détaillés dans l'annexe.*

Durant la campagne du Mois de lutte contre le VIH/SIDA, 122 892 personnes ont été sensibilisées dans plusieurs Régions du Cameroun. Douala a enregistré la plus forte participation avec 79 517 personnes touchées, principalement grâce à des séances de sensibilisation organisées dans les écoles. Des actions ont également été menées auprès des communautés de la Sanaga Maritime (18 000 personnes), MOUNGO (14 175 personnes), le département de NKAM (6 500 personnes), LEBIALEM (3 500 personnes) et Bafoussam (1 200 personnes). La campagne ciblait les écoles, les universités, les associations et les populations vulnérables, notamment les femmes en situation de handicap.

**122 892**

Bénéficiaires atteints grâce à des campagnes de sensibilisation massives au VIH/SIDA menées dans 6 localités du Cameroun

Tout au long du mois de décembre, AFE a mené des actions auprès des jeunes (notamment dans les écoles et les institutions) à un moment crucial pour la formation des comportements, et qui font partie de la tranche d'âge la plus exposée au VIH dans notre contexte. L'implication simultanée des femmes en situation de handicap dans les messages de prévention du VIH a permis de combler une lacune souvent négligée par les campagnes traditionnelles. L'extension géographique de Douala à Lebialem et Bafoussam témoigne de l'influence croissante d'AFE au-delà de ses zones d'intervention principales.

## RÉFLEXION SUR L'IMPACT

Les activités menées tout au long de l'année témoignent d'un engagement constant en faveur de l'autonomisation des jeunes, de la promotion de l'égalité des genres et du renforcement de la sensibilisation communautaire aux enjeux sociaux et sanitaires cruciaux. Grâce à des formations au leadership, des actions de plaidoyer menées en parallèle de journées internationales importantes, des actions de sensibilisation auprès des groupes vulnérables et des campagnes de sensibilisation à grande échelle, l'organisation a multiplié les occasions de dialogue, d'apprentissage et d'action collective au sein des écoles et des communautés.

Ces initiatives ont touché des milliers de personnes, notamment des jeunes, en leur fournissant les connaissances et les compétences nécessaires pour remettre en question les normes néfastes, promouvoir des comportements sains et favoriser des communautés plus inclusives. Le travail auprès des populations vulnérables a par ailleurs renforcé l'importance de la dignité, de la solidarité et de la participation inclusive aux processus de développement.

À l'approche de son 30e anniversaire en 2026, AFE considère ces réalisations thématiques non comme des aboutissements, mais comme les fondements sur lesquels une organisation plus forte, davantage axée sur les données probantes et plus étroitement liée aux partenariats continuera de se développer. Pour l'avenir, l'organisation demeure déterminée à renforcer ses partenariats, à étendre son action et à accroître son impact au sein des communautés. En continuant d'investir dans le leadership des jeunes, le plaidoyer et l'éducation communautaire, l'organisation contribuera davantage à bâtir des sociétés plus sûres, plus saines et plus équitables.



## 1- PARTENAIRES LOCAUX

### 1.1- MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE

Le **MINPROFF** reste notre premier partenaire institutionnel. Nommée Point Focal Genre depuis plusieurs années, AFE bénéficie également de l'encadrement et de l'appui technique de ce Ministère de tutelle. AFE est très souvent invité aux différents panels de discussion organisée par ce partenaire. Nous en voulons pour preuve la lettre de remerciements de Mme la Déléguée de la Promotion de la Femme et de la Famille de l'Arrondissement de Douala 3<sup>ème</sup> qui nous a adressé une lettre de remerciements.

### 1.2- MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION CIVIQUE

Les **DAJEC (DOUALA 5 et EDEA 1)** sont aussi nos partenaires institutionnels. AFE les considère comme l'éclaireur, et bénéficie également de son appui technique pour ce qui est relatif aux jeunes filles et garçons dans les lycées, les collèges, les écoles primaires privées et publiques, les universités, sans oublier les centres de formation professionnelle. Nous profitons aussi de cet espace pour dire merci à M. MOUENDE qui nous a décerné à l'occasion de la fête de la jeunesse, le prix de la meilleure association citoyenne de l'Arrondissement de Douala 5.

### 1.3- Le REJEFEMAC

(Réseau des Jeunes Féministes de l'Afrique Centrale : ce partenariat nous a permis tout au long de l'année de participer aux différentes activités, aux rencontres d'échanges et de renforcement des capacités. En avril la Présidente d'AFE a reçu des mains des trois fondatrices de ce réseau, un certificat de reconnaissance pour son parcours exceptionnel, inspirant et militant pour les droits des femmes et le mouvement féministe au Cameroun.

### 1.4- ASEFEJE (Association pour l'Epanouissement de la Jeune Femme)

Des causeries éducatives ont été organisées au collège DARYL STONE DE SOUZA au cours de l'année 2025, tous portants sur les questions de santé sexuelle, d'égalité filles/garçons, de lutte contre les violences en milieu scolaire et d'avortements clandestins.

### 1.5- SYNERGIES AFRICAINES

Depuis plusieurs années, cette ONG reste une des pourvoyeuses et d'appui pour la sensibilisation De lutte contre le VIH/SIDA durant le mois camerounais qui s'étend de novembre à Décembre chaque année. Cette année comme celles précédentes, un important don de matériel a été reçu en termes de préservatifs masculins et féminins, des sexes artificiels pour nos démonstrations, des tee shirts, des dépliants, des magazines, des casquettes etc. Nous leur adressons nos remerciements sincères.

## **1.6- ANASCAM (ASSOCIATION NATIONALE DES HANDICAPES SOLIDAIRES DU CAMEROUN)**

Notre partenariat avec cette association nous a permis d'organiser tout au long de l'année des causeries éducatives sur les questions de vulnérabilité sexuelle avec les filles vivant avec handicap.

## **1.7- BUNEC**

L'enregistrement des décès est un aspect crucial de la gestion de l'état civil, permettant de disposer de données fiables et actualisées sur la population. Cependant, en Afrique, l'enregistrement des décès est souvent incomplet, notamment dans les zones rurales et chez les populations vulnérables.

C'est la raison pour laquelle une causerie éducative a été organisée auprès de populations vulnérables déplacées internes de l'arrondissement de Manjo en vue de les amener à déclarer les décès.

Dans le contexte de la mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, des Objectifs de Développement Durable (ODD) et de l'Accord de Partenariat pour l'Amélioration de la Registration Civile et de la Statistique Vitale (APAI-CRVS) en Afrique, le Cameroun s'est engagé à améliorer la qualité et la couverture de ses statistiques vitales, notamment en ce qui concerne l'enregistrement des décès.

Résultats :

- 60 femmes ont participé à cette causerie éducative dans les locaux de la maison du parti, sise en face de l'ancienne sous-préfecture de Manjo ;
- 200 dépliants sur l'importance des actes d'état civil en français et en anglais distribués aux populations pour une meilleure sensibilisation.

## **1.8- Projet les pépites du Cameroun**

Dans le cadre du partenariat avec le Projet Pépites du Cameroun qui a pour objectif général de soutenir l'insertion sociale et professionnelle des femmes défavorisées, notamment des personnes en situation de handicap, AFE et le COFEPRE sont intervenues pour le renforcement des capacités des animateurs et animatrices sportifs pour l'accompagnement socio-économique de ces femmes par le sport. Les capacités des 25 encadreurs ont été renforcées en : Etude du milieu, Droit Sexuel et Santé de la Reproduction, La résilience pour accompagner les populations démunies, la Protection contre l'exploitation et les abus sexuels.

Ce projet qui a vu le jour depuis Octobre 2024 par la formation des encadreurs, a continué en cette année 2025 par une série de causeries éducatives auprès des bénéficiaires.

La formation en PEAS s'appuie sur l'ODD 16.2 sur la lutte contre la protection et l'exploitation des abus sexuels sur les enfants, et le 16.3 sur la lutte contre l'impunité des prédateurs responsables des viols des enfants. A la fin, les participants ont signé la politique PEAS du COFEPRE, toute chose qui faciliterait les poursuites, en cas d'abus sur ces jeunes femmes vulnérables.

## **1.9- ANAJEHCAM** (Association National des Jeunes Handicapés du Cameroun)

Depuis Décembre 2024, Association Femmes et Enfants est également intervenue dans le projet « Citizen Initiative Project for Inclusive Elections in Cameroon ». Ce projet initié et mis en œuvre par ANAJEHCAM promeut la participation politique et citoyenne des personnes handicapées dans la Région du Littoral. Pour une meilleure compréhension de leurs rôles au sein de la société, AFE est intervenue pour les interpeller à plus d'un titre. Il s'agit pour nous de leur refaire un réarmement moral, afin qu'elles ne se voient pas comme des citoyennes et citoyens différents. Elles/ils devraient avoir une attitude de conquérants.es car rien ne s'obtient facilement. Le handicap les rend vulnérables, on observe une insuffisance des personnes handicapées dans les instances de prise de décision, et surtout les femmes. Les thèmes abordés pendant les deux jours à EDEA, ont porté tour à tour, sur la résilience de la femme handicapée, les luttes contre les VBG et les VFF. Il s'agissait surtout et avec des exemples précis de rentrer dans le fond du sujet sur les violences avec des précisions sur leur signification profonde, ce qu'elles sont et ce qu'elles ne sont pas. Ce projet financé par l'Ambassade des Etats-Unis s'est arrêté avant le début de la phase 2

## **2- PARTENAIRES FINANCIERS ET/OU INTERNATIONAUX**

### **2.1- Partenaire financier: GLOBAL FUND FOR WOMEN**

Signature du contrat de partenariat pour trois ans depuis 2023, il est représenté au Cameroun par l'Association « Wake up ladies Cameroon » a organisé une rencontre entre les bénéficiaires du Cameroun, Bénin, Côte d'Ivoire et Guinée de Conakry en 2025.

C'est grâce à ce partenariat que l'Association Femmes et Enfants a pu réaliser en 2023, une étude sur les pratiques contraceptives et d'avortement dans la ville de DOUALA au Cameroun. Ce financement qui est très flexible offre une grande aide à l'Association et a aidé pour booster notre visibilité.

### **2.2- URGENT ACTION FUND AFRICA**

Ce partenaire a accordé à AFE une subvention de Rapide réponse No. G2758-25 pour :

- Documenter l'ampleur et les tendances du féminicide grâce à une cartographie nationale,
- Créer une plateforme numérique pour suivre et analyser les cas, et lancer des enquêtes de terrain.

Ces outils visent à faire pression en faveur d'une réforme juridique, à sensibiliser le public et à encourager l'action collective pour mettre fin à la banalisation des violences faites aux femmes

### **2.3- SEARCH FOR COMMON GROUND**

Après avoir répondu à l'appel à manifestation pour la constitution d'une base de données de partenaires potentiels, par SFCG au Cameroun, la candidature d'AFE a été retenue pour le projet suivant : « contribuer au renforcement du dialogue entre la société civile et le gouvernement pour la progression des droits humains au Cameroun ». Ce projet vise à renforcer les organisations de la société civile, en mettant l'accent sur celles dirigées par des femmes et des jeunes, afin d'aider les défenseurs des droits humains, notamment en matière de droits des femmes, à redéfinir leur rôle et leur position en ce qui concerne l'élaboration des politiques et leur participation à la gouvernance pour la construction d'une société démocratique. Par ailleurs, l'accent mis sur le plaidoyer non conflictuel et le

rapprochement délicat et progressif entre les OSC et le gouvernement, en vue de dissiper la méfiance existante, visera à renforcer la confiance et la collaboration dans la mise en œuvre des mesures relatives à l'Examen Périodique Universel (EPU).

Le projet couvre les 10 régions du Cameroun, pour une période de trois ans allant de mars 2025 à février 2028

## 2.4- MOVIMENTO SVILUPPO E PACE

Cet organisme italien a conçu un nouveau projet pour répondre aux besoins exprimés par les partenaires locaux face aux crises complexes et aux défis humanitaires auxquels sont confrontés les acteurs locaux sur la question de la prise en charge des réfugiés, des personnes déplacées à l'intérieur du pays et des demandeurs d'asile sans abri ni assistance au Cameroun. Le projet vise à améliorer la qualité de l'accueil et de la gestion des personnes déplacées et des réfugiés femmes et enfants au Cameroun.

AFE participera à partir de janvier 2026 comme acteur local, et sera soutenu et renforcé afin que l'ensemble de l'action constitue un programme de qualité pour les populations cibles et renforce les mécanismes de consultation entre les institutions publiques de la région de l'Ouest Cameroun. Ce projet sera basé dans trois Départements, KHUN-KI, MIFI et HAUT NKAM.



# APERCUS DES SEMINAIRES ET WEBINAIRES

## PARTICIPATION D'AFE AUX ACTIVITES MENEES PAR LES COLLABORATEURS ET AUTRES PARTENAIRES

ACTIVITES ET ORGANISMES	DATE ET LIEU	THEME OBJECTIFS
MOTHER LOVE ET ASSOCIATION FEMMES ET ENFANTS	12 Janvier PAROISSE SAINT FRANCOIS XAVIER KOTTO	SENSIBILISATION DES PAROISSIENS SUR LES VBG
DAJEC 5	16 JANVIER LOGPOM	Réunion préparatoire fête de la jeunesse
RENCONTRE CS4ME	21 JANVIER En ligne	Lutte contre le paludisme
MINPROFF	22 Janvier DRPROFF LITTORAL 12 H 30	1 <sup>ère</sup> rencontre préparatoire 8 MARS
DAJEC 5	24 JANVIER LOGPOM	RENCONTRE PREPARATOIRE 59 <sup>ème</sup> édition fête de la jeunesse
AFE/UNIVERSITE DE DOUALA	10 FEVRIER	CAUSERIE AVEC LES ETUDIANTS SUR LES QUESTIONS D'AVORTEMENT
BUNEC	18/02 MAIREI DE DOUALA 5 BONAMOOUSSADI	IMPORTANCE DE L'ENREGISTREMENT DES DECES DANS LA REGION DU LITTORAL CAMEROUN.
CS4ME	27 FEVRIER RENCONTRE EN LIGNE	LUTTE CONTRE LE PALUDISME
PAROISSE UNIVERSITAIRE	1 <sup>er</sup> Mars	SEMINAIRE ATELIER SUR LES VBG
CS4ME	20 Mars en ligne	Partage des effets de la cessation de FINANCEMENT DE L'USAID SUR LE PALUDISME DANS LES PAYS
DR/MINPROFF Réunion préparatoire du 8 MARS	27 Janvier, services du gouverneur Littoral	Présentation des activités à mener dans la Région
IMPACT/SANTE/AFRIQUE/C SFME	EN LIGNE 10H 27 Janvier	DISCUSSION SUR LE PALUDISME
WOMEN PEACE SECURITY AND HUMANITARIAN ACTION	14H EN LIGNE 27 Janvier	CONFERENCE
UNION AFRICAINE	12H ON LINE 27 Janvier	ADVANCING ACTION ON THE AFRICAN UNION ON ENDING

		VIOLENCE AGAINST WOMEN AND GIRLS
DELEGATION REGIONALE MINPROFF ET SERVITAS CAMEROUN	9 AVRIL A LA SALLE DE CONFERENCE DELEGATION REGIONALE	PRESENTATION DE LA STRATEGIE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LES VBG 2022-2026
SISTER SPEAK 237 et URGENT ACTION FUND AFRICA	17 AVRIL HOTEL BEST WESTERN	RENFORCEMENT DU MOUVEMENT DES FEMMES AU CAMEROUN REFLEXION SUR LE PARTAGE D'EXPERIENCE
RESEAU DES JEUNES FEMINISTES D'AFRIQUE CENTRALE (REJEFEMAC) et AMBASSADE DE FRANCE AU CAMEROUN	15, 16 et 17 Avril à FAYA HOTEL AKWA DOUALA	DIALOGUE INTERGENERATIONNEL ENTRE LES PIONNIERES ET LES JEUNES MILITANTES FEMINISTES
AKINA MAMA WA AFRIKA	ON LINE 11H	PLATFORMS ON PRECARIETY : WORKERS STRUGGLE'S IN THE PLATFORM OF ECONOMY
ASSOCIATION AIDE MEDICALE, CDHC,	28 MAI HOPITAL LAQUINTINIE DOUALA AKWA	JOURNEE INTERNATIONALE D'ACTION POUR LA SANTE DES FEMMES : ATELIER DE SENSIBILISATION DES ACTEURS DU CORPS MEDICAL
SEARCH FOR COMMON GROUND HORIZONS FEMMES UNION EUROPEENNE	18 Juillet 2025 HOTEL MONT FEBE YAOUNDE	Atelier de présentation du projet : « CONTRIBUTER AU RENFORCEMENT DU DIALOGUE ENTRE LA SOCIETE CIVILE ET LE GOUVERNEMENT POUR LA PROGRESSION DES DROITS HUMAINS AU CAMEROUN
ODAS/REJEFEMAC	12 Aout 2025 Siège de ELLES RAYONNENT ENSEMBLE DOUALA KOTTO	ATELIER DE CLARIFICATION DES VALEURS SUR L'AVORTEMENT POUR L'ACTION ET LA TRANSFORMATION (CVAT)
ASSOCIATION GENRE ET PAIX et AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT	20 et 21 AOUT 2025 HOTEL AKENA CITY AKWA DOUALA	ATELIER DE FORMATION DES FEMMES SUR LE GENRE ET LA PEINE DE MORT
DELEGATION REGIONALE MINPROFF	31 JUILLET EN LIGNE	Rôle de la femme africaine dans la préservation du patrimoine alimentaire ancestral
UN MONDE AVENIR ET TOGETHER CAMEROON	21 AOUT ALVI HOTEL	ATELIER D'ECHANGES SUR L'ENGAGEMENT POLITIQUE ET CIVIQUE DES FEMMES ET JEUNES FILLES
SEARCH FOR COMMON GROUND/HORIZONS	3 et 4 SEPTEMBRE MBAKAT HOTEL	ATELIER D'EVALUATION DES BESOINS ET DES PLATES

FEMMES/UNION EUROPEENNE	BAFOUSSAM	FORMES DANS LE CADRE DU SUIVI ET DE LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DE L'EPU 2023.
GLOBAL FUND FOR WOMEN	DU 23 au 28 SEPTEMBRE HOTEL ATLANTIC VIEW GUINNEE CONAKRY	RASSEMBLEMENT REGIONAL DES BENEFICIAIRES DE SUBVENTION DFW SUR LE DROIT A L'AVORTEMENT AU BENIN, CAMEROUN, COTE D'IVOIRE ET GUINNEE
REJEFEMAC (Réseau des Jeunes féministes d'Afrique centrale) /ARFAC (Association pour la Recherche féministe en Afrique Centrale)	29 Novembre 2025 au siège de « ELLES RAYONNENT ENSEMBLE »	Atelier de réflexion pour l'amélioration de la prise en charge et du suivi des cas de VFF à Douala et focus group sur l'écosystème de financement féministe en Afrique centrale.
SEARCH FOR COMMON GROUND/HORIZONS FEMMES/UNION EUROPEENNE	2-4 DECEMBRE HOTEL RELAIS MBALMAYO	FORMATION DES OSC ET PLATE FORMES EN PLAIDOYER NON CONFLICTUEL
SEARCH FOR COMMON GROUND/HORIZONS FEMMES/UNION EUROPEENNE	YAOUNDE 15-18 DECEMBRE DJABI HOTEL MBANKOMO	ATELIER DE RENFORCEMENT TECHNIQUE ET ORGANISATIONNEL DES OSC DU GRAND SUD
ADISI CAMEROUN	10 DECEMBRE HOTEL BANO PALACE	Regards croisés de la lutte contre la désinformation
<b>RENFORCEMENT DES CAPACITES DES MEMBRES D'AFE</b>		
INSTITUT DE FRANCOPHONIE POUR L'EDUCATION ET LA FORMATION PAR L'IFEF	DU 5 AOUT AU 5 SEPTEMBRE EN LIGNE	FORMATION EFH SUR L'EGALITE HOMMES FEMMES
INSTITUT INTERNATIONAL D'EXPERTISE ET DE CERTIFICATION	21 AU 31 JUILLET OUAGADOUGOU AU BURKINA FASO	MEDIATION ET GESTION DES CONFLITS COMMUNAUTAIRES

## DIFFICULTES RENCONTREES

✚ Toujours en attente de réception des fonds de l'Union Africaine pour un projet dont la subvention a été accordée depuis 2019 ;

- ✚ Prise en charge des prestations notamment des formations ;
- ✚ Difficultés à stabiliser le personnel ;
- ✚ Manque de ressources financières suffisantes pour plus d'efficacité ;
- ✚ La prévalence des préjugés en matière de santé de la Reproduction ;
- ✚ Faible sensibilité du secteur privé ;
- ✚ Difficulté de publication et de diffusion des journaux sur la sexualité des jeunes adolescents ;
- ✚ Absence d'un espace sûr pour les survivantes de VBG dans la région ;
- ✚ Difficile mise en pratique de la gestion des cas VBG.

### 1. LES CONSTATS ET NOUVEAUX DEFIS

Nous avons deux défis à relever : ceux liés à l'environnement socioculturel et politique et ceux liés au fonctionnement de l'organisation.

Défis liés au contexte socioculturel et politique

- **L'autonomisation des femmes** qui contribue à la survie économique de leur famille, communauté et à la croissance du pays par l'accomplissement d'emplois et d'activités dans des secteurs peu valorisés (travaux domestiques, économie informelle...). Malgré les efforts fournis, elles restent toujours pauvres, et sont généralement privées d'accès au patrimoine, au crédit et à toute forme d'assurance sociale. Il faut favoriser leur autonomisation économique en levant toutes les barrières et autres pesanteurs traditionnelles et culturelles qui continuent à les maintenir au grade d'être inférieur.

**Quant aux femmes rurales** : malgré tout le travail acharné pour nourrir les populations des grandes villes, leurs voix ne sont pas toujours prises en compte.

- **L'éducation** : Eduquer, c'est libérer la parole et la pensée des populations. L'éducation permet l'expression d'interrogations légitimes, la liberté de penser, le respect des valeurs personnelles et l'épanouissement dans la relation à l'autre. Tout le monde doit être éduqué. Pour plus de justice, on gagnerait à donner aux filles les moyens d'accéder à l'éducation et de relever les taux d'alphabétisation des femmes.

### Les discriminations liées au sexe

Les femmes continuent de payer le lourd tribut de leur appartenance à la gente féminine. Les habitudes ont la peau dure dit on mais l'endurance nous permet d'être aujourd'hui là où nous n'étions pas avant 1995, date de la conférence de BEIJING, assez révolutionnaire pour les femmes dans le monde entier. Nous sommes à l'heure des bilans, presque 31 ans après cette conférence inédite ; même si des choses ont été faites, la place de la femme dans les instances de prise de décision reste toujours un mirage. La lutte contre la masculinité toxique doit aussi être à l'ordre du jour dans les luttes contre les discriminations liées au sexe.

Les progrès réalisés sont nombreux :

**Sur le plan institutionnel**, avec la création du Ministère dédié à la femme, on a eu :

- L'élaboration d'une politique nationale genre ;
- La mise sur pied des points focaux genre ;
- La création des centres d'accueil pour femmes en détresse ;
- La mise en place de plusieurs plateformes ;
- L'implémentation de la budgétisation sensible au genre.

**Sur le plan législatif et réglementaire, il est reconnu que :**

- Membre des Nations Unies, le Cameroun est signataire de quasiment tous les cadres d'orientation et/ou de référence internationaux de promotion et de protection des droits des femmes et des filles, au niveau international notamment la CEDEF, la Convention internationale pour lutter contre toutes les formes de discrimination raciale, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, etc.
- Sur le plan régional, il y a eu le protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes, ainsi que la Charte des principes féministes pour les féministes d'Afrique qui reste encore très mal connu par les femmes africaines ;

**Au niveau national,**

- Comme résultat majeur de ces réformes, l'adoption d'un nouveau Code Pénal axé sur les lignes directrices de la CEDEF.
- La Loi n° 2016/007 du 12 juillet 2016 portant Code pénal dans ses articles 277 et suivants, punit désormais l'excision, l'article 296 punit le viol, l'article 356 punit le mariage forcé, l'article 338 punit toute violence sur femme enceinte ou encore l'article 355-2 qui punit l'entrave au droit à la scolarisation pour ne citer que ces quelques articles ;
- Le Code électoral en son article 151 alinéa 3 précise que « La constitution de chaque liste de candidats doit tenir compte des différentes composantes sociologiques de la circonscription concernée. Elle doit en outre tenir compte du genre ».
- Bien plus, la Constitution du Cameroun consacre l'égalité des citoyens et le caractère sacré de l'être humain.
- 26 FEMMES SENATRICES SUR 100, 60 FEMMES DEPUTES SUR 180, 39 femmes maires sur 360, etc. Nous espérons que cette tendance changera avec les prochaines élections municipales et législatives de l'année 2026.

**Les défis demeurent persistants** : les plus saillants sont :

- La production de données statistiques désagrégées par sexe ;
- L'insuffisance des ressources pour la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre,
- La Stratégie Nationale de lutte contre les VBG et le Plan d'action des résolutions 1325 et connexes du Conseil de sécurité des Nations Unies ;
- L'implémentation de la budgétisation sensible au genre ;
- L'absence d'un fonds spécifique pour le financement de l'entrepreneuriat féminin.

**D'autres défis restent à relever :**

- Le faible niveau d'instruction des femmes qui réduit leur accès aux informations leur permettant d'avoir une meilleure connaissance de leurs droits ;

- La prise en compte des langues étrangères (L'anglais et le français) comme critères d'éligibilité au détriment des langues locales pourtant utilisées et reconnues comme efficaces dans la communication électorale ;
- Les pesanteurs socio-culturelles ainsi que les préjugés et stéréotypes persistent. Ces stéréotypes sont entretenus aussi bien par les hommes que les femmes elles-mêmes ;
- L'investiture des partis politiques défavorable aux femmes. En effet les femmes ne peuvent pas parvenir à l'arrivée si elles ne sont pas au départ ! Pour être élu, il faut d'abord être candidat ;
- Les limites de la loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code électoral qui ne garantit pas un quota minimum de femmes sur la liste des candidats ni leurs positions sur cette liste, favorisant ainsi la corruption et les intimidations lors de la constitution de ces listes ;
- Les violences et discriminations à l'égard des femmes au sein des formations politiques et même en famille. Cette situation crée en elles un sentiment réel de peur et d'insécurité ;
- Le montant élevé des frais de caution ne permet pas à plusieurs femmes de remplir les conditions d'éligibilité aux élections ;

**Sur le volet économique, on peut citer :**

- L'accès limité aux financements pour les femmes entrepreneurs : malgré les formations et l'accompagnement des femmes entrepreneurs, l'accès aux financements reste un défi majeur. Les conditions d'accès aux crédits demeurent strictes, limitant ainsi la création de nouvelles entreprises ;
- Les inégalités structurelles persistantes : Les stéréotypes de genre et les violences basées sur le genre continuent de freiner l'autonomisation des femmes, en particulier dans les zones rurales ;
- Les résistances culturelles et l'application inégale des lois sur les violences basées sur le genre restent des obstacles majeurs à surmonter ;
- La résilience insuffisante face aux crises : Bien que les interventions aient eu un impact positif sur les communautés vulnérables, la pandémie de COVID-19 a révélé les faiblesses des systèmes de santé locaux et des mécanismes de protection sociale. Le manque d'infrastructures adaptées et de ressources dans les zones rurales a entravé la réponse rapide aux crises sanitaires et économiques ;

**Les priorités pour les femmes pour mieux relever les défis :**

En termes de promotion du leadership féminin, on doit :

- Mettre ensemble des femmes leaders, des femmes élues et les militantes des différentes formations politiques de notre pays afin d'élaborer des stratégies pour surmonter les difficultés qu'elles rencontrent, tout en les préparant à mieux aborder les échéances électorales futures au Cameroun ;
- D'accentuer la promotion de la masculinité positive dans le but d'engager les hommes et les garçons à soutenir les femmes pour l'atteinte de l'égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes ;

**Quant à l'autonomisation économique de la femme :**

- Il est indispensable de mettre en place un fonds dédié à l'entrepreneuriat féminin afin de lutter de manière EFFICACE contre la pauvreté ;

- Mettre en place des guichets uniques de prise en charge pour une prise en charge holistique des victimes/survivantes des violences basées sur le genre, avec l'implication de tous les acteurs ;

## **2. DEFIS LIES AU TRAVAIL D'AFE**

- Le fonctionnement de l'organisation reste toujours mitigé en raison de nombreuses difficultés liées au financement malgré les multiples projets soumis ;
- Le renforcement des capacités des membres et le désintérêt des jeunes pour les sujets d'ordre social ;
- L'absence des « safe space » ou « espaces sûrs » pour les survivantes de VBG ;
- L'impunité des bourreaux à cause du système judiciaire pas accessible à tous et le silence qui continue à sévir parmi les victimes.
- Le travail de résilience qui n'est pas fait auprès de nombreuses survivantes par manque de ressources d'une part et d'autre part de la part des parents qui ne comprennent pas toujours son importance.

## **3. MISE EN RELIEF DES PERSPECTIVES**

- Nous travaillons dans la recherche des opportunités de renforcement des capacités des membres et des volontaires pour répondre aux nouveaux défis ;
- Mettre un accent dans la recherche des partenaires à même de soutenir nos activités dans la durée ;
- Réfléchir sur les dispositifs des services sanitaires sensibles aux jeunes dans le contexte camerounais particulièrement en matière de santé sexuelle et de reproduction ;
- Contribuer à une meilleure intégration de l'éducation à la sexualité dans les programmes scolaires au Cameroun par l'organisation d'un colloque à ce sujet.

# APPENDICES

## ANNEXE 1 : 2025 EN UN COUP D'ŒIL

Catégorie	Détails	Nombre
<b>Régions couvertes</b>	Littoral, Sud-Ouest, Ouest	<b>3</b>
<b>Communautés ciblées</b>	Édéa, Nkongsamba, Yabassi, Manjo, Nlonako, Bafoussam, Douala, Manegouba, Wabane	<b>9</b>
<b>Écoles primaires</b>	Les institutions atteintes	<b>7</b>
<b>Écoles secondaires</b>	Les institutions atteintes	<b>16</b>
<b>Établissements d'enseignement supérieur</b>	Les institutions atteintes	<b>2</b>
<b>Centres de formation professionnelle</b>	Les institutions atteintes	<b>1</b>
<b>Entreprises</b>	Les institutions atteintes	<b>1</b>
<b>Nombre total d'établissements atteints</b>		<b>27</b>

## ANNEXE 2 : ACTIVITÉS DÉTAILLÉES DE FORMATION ET DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Activités de formation	Emplacement	Femelle	Mâle	TOTAL
Formation des ambassadeurs en matière de santé sexuelle et reproductive	<b>LYBIL EDEA</b>	<b>16</b>	<b>10</b>	<b>26</b>
Formation des ambassadeurs en matière de santé sexuelle et reproductive	CMPJ EDEA	40	0	<b>40</b>
Formation des ambassadeurs en matière de santé sexuelle et reproductive	SAR/SM MANJO	52	0	<b>52</b>
Formation des ambassadeurs en matière de santé sexuelle et reproductive	GHS MANJO	28	0	<b>28</b>
Formation des ambassadeurs en matière de santé sexuelle et reproductive	EDEA (LCE, LTE, LBE)	36	0	<b>36</b>
Formation des ambassadeurs en matière de santé sexuelle et reproductive	Collège Bil Manengouba	29	0	<b>29</b>
Formation des dirigeants d'associations sur la PSEA	DAJEC 5	8	4	<b>12</b>
Formation en matière de santé sexuelle et reproductive par le biais du sport	COFEPRE	30	0	<b>30</b>
<b>TOTAL</b>				<b>253</b>

### ANNEXE 3 : MOMENTS DE PLAIDOYER STRATÉGIQUE

Activité	Emplacement	Femelle	Mâle	TOTAL
Journée internationale de tolérance zéro à l'égard des mutilations génitales féminines (+ Sensibilisation au harcèlement sexuel en milieu scolaire et lutte contre les avortements clandestins )	COBILAPER	234	0	234
	Collège Bil Manengouba	225	20	245
	Lycée de Makepe	100	10	110
	Lycée de Manjo	120	15	135
Sensibilisation contre l'avortement provoqué	Manjo, Edea, Manegouba	150	20	170
	Lycée de Logpom	130	20	150
14e édition de la Journée de la fille	Lycée de Makepe	73	56	129
	Collège Chevreuil	111	104	215
	Projet Pepites	40	10	50
Table ronde sur la Journée internationale des femmes	MINADER (Douala 2)	53	1	54
Table ronde sur la Journée internationale des femmes	DRPROFF 3	100	0	100
Sensibilisation à l'hygiène menstruelle auprès de jeunes filles de MPOO	EDEA	15	4	19
Sensibilisation aux violences sexistes et à l'égard des femmes auprès des communautés religieuses	Paroisse Universitaire	6	6	12
Journée internationale des femmes rurales	Sonbengue	50	0	50
Journée internationale de la femme africaine	webinaire	25	2	27
Journée internationale contre le paludisme	École Albert Ndongmo	50	35	85
16 jours d'activisme contre les violences sexistes	Salle de conférence DRPROFF Bonanjo	72	28	100
Célébration de la Journée de l'enfant africain	Bonaberi	63	49	112
	Fontem (Paroisse Sainte-Claire)	175	125	300
Journée de l'hygiène menstruelle	Manjo	50	0	50
				2347

### ANNEXE 4 : ENGAGEMENTS AUPRÈS DES GROUPES VULNÉRABLES

Activité	Emplacement	Femelle	Mâle	TOTAL
Journée internationale des veuves	Manjo	20	1	21
Programme de sensibilisation en milieu carcéral (don de kits de dignité)	Nouvelle cloche	33	0	33
Journée mondiale contre le travail des enfants	Bonaberi	24	26	50
Résilience des personnes handicapées et lutte contre les violences sexistes	EDEA	18	12	30
Violences contre les personnes handicapées (ANA.HSCAM)	Bonaberi	23	15	38
Journée internationale des anciens	Fontem	20	12	32
Conférence éducative sur les droits sexuels et reproductifs avec les personnes déplacées internes	Manjo	44	4	48
				252

**ANNEXE 5 : CAMPAGNES DE SENSIBILISATION DE MASSE**

Activité	Emplacement	Bénéficiaires directs	Bénéficiaires indirects	Total
<b>MOIS DU SIDA</b>	<b>DOUALA</b>			
	Ecole Publique d'Application de Bonamousadi	100	2000	2100
	Lycée de Logpom	7000	8000	15000
	Lycée de Makepe	3000	6000	9000
	COBILAPER	1800	3600	5400
	Collège du Centre	800	1500	2300
	Lycée de Bepanda	3000	6000	9000
	Lycée de la Cité SIC	1500	3500	5000
	École bilingue la Différence	1000	2000	3000
	PILVIE	200	600	800
	INUBIL	117	1000	1117
	SIU	500	2000	2500
	IPH	200	700	900
	Tradex	200	700	900
	Marche Missoke- Bepanda	3000	6000	9000
	Paroisse St Timothe de Sodiko- Bonaberi	2500	5000	7500
	Paroisse Saint-Thomas-d'Aquin	2000	4000	6000
	<b>SANAGA MARITIME</b>			
	Lycée Classique Edea	2000	4000	6000
	Lycée bilingue Edea	2000	4000	6000
	Lycée Technique Edea	2000	4000	6000
	<b>MOUNGO</b>			
	École Saint-Joseph	300	1200	1500
	Lycée de Nlonako	1200	2400	3600
	Lycée de Manjo	2000	3000	5000
	Collège Bil Manengouba	1000	2000	3000
	École Publique Groupe 1	200	800	1000
	Femmes handicapées	25	50	75
	<b>DIVISION NKAM</b>			
	Yabassi	2000	4500	6500
	<b>LEBIALEM</b>			
	Wabane	1000	2500	3500
<b>BAFOUSSAM</b>				
École internationale Genius	200	1000	1200	
<b>TOTAL</b>		40842	82050	122892

# FOIRE AUX PHOTOS



**CONVERSATION INTERGENERATIONNELLE**



**RECONNAISSANCE**



**Meilleure association citoyenne DOUALA 5**



**Reconnaissance du REJEFEMAC**



**FORMATION DES AMBASSADRICES EDEA**



**AMBASSADRICES MANJO**



**Journée de l'hygiène menstruelle EDEA**



**Photo avec Mme le Maire de MANJO**

**JOURNEE HYGIENE MENSTRUELLE  
présidée par le Sous-préfet de Manjo**



**Une ambassadrice de Manjo  
présentant le rapport de formation**



**Fin de la formation ambassadrices MANJO**



**Journée de l'enfant africain**



**AFE DANS LES MEDIAS**

## PROJET PEPITES

### LUTTE CONTRE LA PRECARITE CHEZ LES PERSONNES VULNERABLES PAR LE BASKET (projet pépites)



Photo de couverture

## JOURNEE INTERNATIONALE DE LA VEUVE



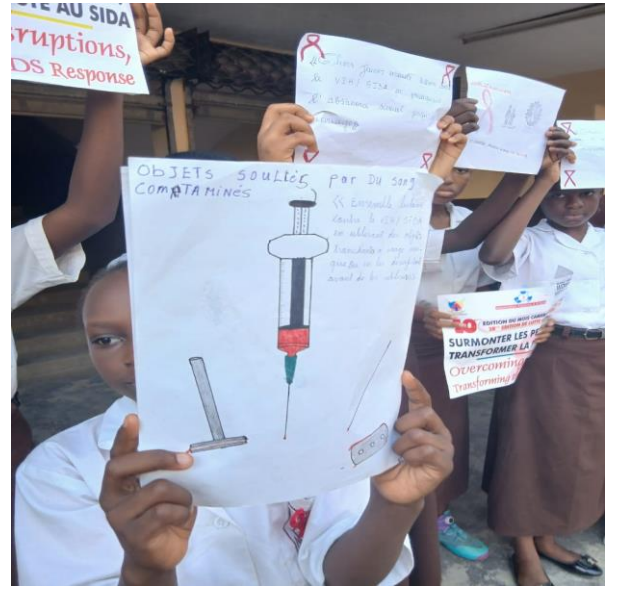
**Mme le Maire de Manjo participant aux causeries lors de la journée des veuves**

## 16 JOURS D'ACTIVISME CONTRE LES VFF FACE A LA PRESSE



Sensibilisation sur le vih





## Journée internationale de la fille au lycée de Makepe



## Au Collège chevreuril



REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paroisse de la Paix  
.....  
MINISTRE DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION CIVILE  
.....  
DELEGATION REGIONALE DE L'UTTORAL  
.....  
DELEGATION DEPARTEMENTALE DU WOURI  
.....  
DELEGATION D'ARRONDISSEMENT DE DOUALA V  
.....



REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace-Work-Fatherland  
.....  
MINISTRY OF YOUTH AFFAIRS AND CIVIC EDUCATION  
.....  
REGIONAL DELEGATION OF UTTORAL  
.....  
DIVISIONAL DELEGATION OF WOURI  
.....  
SUB-DIVISIONAL DELEGATION OF DOUALA V  
.....

# ATTESTATION DE PARTICIPATION

DECERNEE AVEC RECONNAISSANCE A

## L'ASSOCIATION FEMMES ET ENFANTS

Pour son implication et son dévouement au bon déroulement des activités de promotion de la prévention, de sensibilisation des jeunes et de mobilisation communautaire contre la pandémie en milieu scolaire, universitaire et de formation professionnelle, dans le cadre de la 10<sup>ème</sup> Edition du Mois Camerounais de Lutte contre le VIH/SIDA dans l'Arrondissement de Douala 5<sup>ème</sup> du 1<sup>er</sup> au 15 Décembre 2025, en qualité de **FORMATEUR**.

En foi de quoi, la présente attestation est établie et délivrée à l'intéressée pour servir et valoir ce que de droit./.

Fait à Douala, le 17 DEC 2025

LE DELEGUE

*Jean Pierre Chouadeh Njomeni*  
CCSA

N° \_\_\_\_\_ /APMINJEC /DR-LT/DD-W/DA-DLA5